

Création d'un partenariat mondial pour la protection des forêts tropicales

AUTEUR: Laurence Caramel

RUBRIQUE: PLANETE; Pg. 5

LONGUEUR: 744 mots

ENCART: Une aide de 4 milliards de dollars a été promise aux pays du Sud qui luttent contre la déforestation

Un partenariat mondial pour la protection des forêts tropicales a été officiellement lancé, jeudi 27 mai, à Oslo. Il regroupe neuf pays donateurs (Norvège, Etats-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Australie, Japon, Suède, Danemark), l'Union européenne et une quarantaine de pays forestiers. D'ici à la conclusion d'un accord global sur le climat dans le cadre des Nations unies, sa mission sera d'avancer dans la mise en oeuvre d'un nouveau mécanisme financier destiné à rémunérer les Etats qui préservent leurs forêts.

Ce mécanisme, baptisé REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) est en discussion depuis plusieurs années. Il a été approuvé dans son principe lors de la conférence de l'ONU sur le climat en décembre 2009 à Copenhague. Et avec lui, la nécessité de mobiliser dès à présent des fonds pour aider les pays en développement à élaborer leur plan de lutte contre la déforestation. Quelque 3,5 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) d'ici à 2012 avaient été promis à Copenhague. La somme a été portée à 4 milliards à Oslo. La France contribuera à hauteur de 375 millions de dollars.

Les forêts tropicales, où se concentre près de la moitié de la biodiversité terrestre, reculent au rythme de 13 millions d'hectares par an, soit la taille de la Grèce, selon les Nations unies. Leur disparition au profit de l'agriculture, de l'élevage ou du commerce du bois est à l'origine de 18 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le Japon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la coalition des pays forestiers (Rainforest Coalition), seront les premiers à assurer, pour six mois, la présidence du nouveau partenariat. La France et le Brésil prendront le relais. " Notre rôle sera avant tout de faire en sorte que les 4 milliards de dollars promis soient réellement déployés. A Oslo, nous avons entendu de belles déclarations. Maintenant, il faut entrer dans de vraies discussions ", avertit Federica Bietta, conseillère climat du premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée et vice-présidente de Rainforest Coalition.

Une course d'obstacles

Il s'agira d'y voir plus clair dans la multitude d'initiatives prises au cours des dernières années dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Beaucoup a été promis, mais très peu d'argent semble avoir été versé. " La Banque mondiale qui est censée appuyer 36 pays dans l'élaboration de leur stratégie de lutte contre la déforestation dispose de 180 millions de dollars. Mais la complexité des procédures et la bureaucratie sont telles que l'argent n'arrive pas ", déplore Mme Bietta. Dans un document établi pour la réunion d'Oslo, les pays forestiers estiment qu'il leur faudra plus de 13 milliards de dollars pour simplement pouvoir créer le cadre nécessaire au fonctionnement de REDD.

Pour l'instant, REDD n'est qu'une longue et difficile course d'obstacles pour des pays dont la plupart sont pauvres et ne disposent pas des capacités humaines pour répondre aisément au cahier des charges.

Si la rente forestière, promise par les Nations unies, est estimée à terme à 30 milliards de dollars par an (aides publiques, crédits carbone), rares sont les pays en mesure de se présenter au guichet. Chaque nation doit avoir évalué, au préalable, l'état de ses forêts, identifié les causes de la déforestation et établi des scénarios à partir desquels elle pourra se fixer des

objectifs, élaborer des politiques pour les atteindre et enfin être en mesure de prouver que les performances revendiquées sont réelles.

" Le partenariat va nous permettre de montrer qu'il est possible d'avancer ", assure Izabella Teixeira, ministre brésilienne de l'environnement. Le Brésil, qui dispose de moyens de surveillance reconnus de l'Amazonie, souhaite faire bénéficier l'Indonésie et la République démocratique du Congo de son expérience. " Nous allons mettre en place une plate-forme de coopération technique et nous envisageons aussi d'adopter un système commun d'évaluation et de vérification de nos résultats ", précise Mme Teixeira.

A Oslo, l'Indonésie a, de son côté, annoncé un moratoire de deux ans sur l'attribution de nouvelles concessions sur des forêts primaires ou des tourbières. En échange, ce pays a reçu de la Norvège la promesse de recevoir 1 milliard de dollars pour la protection de ses forêts. Le premier ministre, Jens Stoltenberg, a cependant prévenu que les gouvernements ne pourraient pas financer seuls la lutte contre la déforestation, faisant appel au secteur privé.

DATE-CHARGEMENT: 28 mai 2010

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Lettre d'information

Copyright 2010 Le Monde Interactif
Tous Droits Réservés